

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 172/05

AMR 34/033/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

GUATÉMALA

José Ernesto Menchú Tojib, (h), 46 ans, membre du *Comité de Unidad Campesina* (CUC, Comité de l'unité paysanne) et du *Movimiento de Víctimas del Conflicto Armado Interno de Uspantán* (Mouvement des victimes du conflit armé interne d'Uspantán)

Londres, le 23 juin 2005

José Ernesto Menchú Tojib a reçu des menaces de mort le 19 juin dernier et vit caché depuis lors. Amnesty International estime qu'il court un grave danger.

Le 19 juin, à 11 h 45 du matin, quatre hommes armés sont entrés dans son atelier de fabrication de vêtements en cuir, dans le village de Chamac (Uspantán, département d'El Quiché). Seules son épouse, enceinte, et sa fille de dix ans étaient présentes. À plusieurs reprises, les hommes ont demandé à la femme de José Ernesto Menchú Tojib où était son mari, mais elle leur a répondu qu'elle l'ignorait. Ils ont emporté 500 quetzales (environ 55 euros), ainsi que le téléphone portable de José Ernesto Menchú Tojib. En partant, les hommes ont dit à son épouse : « *Nous finirons bien par le trouver et là, nous le tuerons.* »

De retour à son atelier, José Ernesto Menchú Tojib a vu un ancien membre des « commissaires militaires », l'un des groupes paramilitaires impliqués dans des atteintes flagrantes aux droits humains durant le conflit armé au Guatemala. L'homme, aujourd'hui employé comme vigile à la ferme voisine de San Sigüan, est passé deux fois devant l'atelier en regardant José Ernesto Menchú Tojib de façon menaçante. Membre du *Comité de Unidad Campesina* (CUC, Comité de l'unité paysanne), José Ernesto Menchú Tojib milite en faveur d'un groupe de 112 familles de *mozos colonos* (ouvriers agricoles résidant sur l'exploitation) qui travaillent et vivent à la ferme de San Sigüan depuis 1950. Ces familles sont menacées d'être expulsées des parcelles réservées à leurs habitations et à leurs cultures personnelles, les propriétaires de la ferme ayant vendu la terre à d'autres.

José Ernesto Menchú Tojib appartient également au *Movimiento de Víctimas del Conflicto Armado Interno de Uspantán* (Mouvement des victimes du conflit armé interne d'Uspantán) et, à ce titre, il soutient les travaux d'exhumation des corps enterrés dans des fosses communes du département d'El Quiché, qui contiendraient les dépouilles de personnes exécutées au cours du conflit armé interne. Certains ex-commissaires militaires et membres des patrouilles civiles, des civils qui, pendant le conflit, se sont regroupés en milices au service de l'armée, se sont élevés contre les exhumations menées à El Quiché.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le conflit armé guatémaltèque a duré plus de trente ans et n'a pris fin qu'avec la signature des accords de paix de 1996. Quelque 200 000 personnes sont mortes ou ont « disparu » pendant les hostilités. Publié en février 1999 sous l'égide des Nations Unies, le rapport de la Commission de la vérité, intitulé *Guatemala Memoria del Silencio* (« Guatemala. Mémoire du silence »), rappelait qu'El Quiché avait été le département le plus durement touché lors du conflit armé interne, puisqu'il a été le théâtre de 344 des 669 massacres de paysans recensés dans le rapport. Toujours selon ce document, au moins 90 p. cent des atteintes commises pendant le conflit étaient le fait de l'armée, des commissaires militaires et des patrouilles civiles ; de plus, elles visaient systématiquement les populations indigènes. Les organisations prenant part aux travaux d'exhumation font l'objet de nombreux actes d'intimidation visant, semble-t-il, à les dissuader de poursuivre leurs activités (voir les AU 137/02, AMR 34/033/02 du 10 mai 2002 ; AU 68/02, AMR 34/014/02 du 5 mars 2002 et AU 30/05, AMR 34/008/2005 du 9 février 2005).

Les accords de paix de 1996 comprenaient par ailleurs des dispositions autorisant les paysans à revendiquer la propriété de la terre qu'ils cultivent. Pourtant, ceux qui ont tenté de le faire ont été menacés et attaqués par des propriétaires ; de même, les membres du *Comité de Unidad Campesina* (CUC, Comité de l'unité paysanne) sont régulièrement la cible d'agressions en raison de leurs actions. Les autorités semblent n'avoir pris aucune initiative sérieuse pour que des enquêtes soient ouvertes sur ces actes d'intimidation et ces attaques.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous très préoccupé par les menaces de mort proférées le 19 juin contre José Ernesto Menchú Tojib ;
- demandez qu'une enquête approfondie soit ouverte sans délai, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures destinées à assurer la sécurité de José Ernesto Menchú Tojib et de sa famille, conformément aux souhaits qu'il a exprimés ;
- engagez-les à prendre immédiatement des mesures afin que toutes les personnes participant aux travaux d'exhumation puissent poursuivre leurs activités légitimes sans crainte d'être harcelées ;
- appelez le gouvernement à faire appliquer les dispositions relatives à la propriété foncière des accords de paix de 1996, dans la mesure où il s'agit d'une étape indispensable à l'apaisement des tensions à l'origine de très nombreuses atteintes commises à l'égard des travailleurs agricoles et de leurs représentants ces dernières années au Guatemala ;
- rappelez au gouvernement guatémaltèque qu'en vertu de l'*Acuerdo sobre Aspectos Socioeconómicos y Situación Agraria* (Accord sur les questions socio-économiques et la situation agraire), il s'est engagé à élaborer pour les zones rurales « une stratégie intégrée qui facilite l'accès des paysans à la terre et aux autres ressources productives, qui offre la sécurité juridique et qui favorise la résolution des conflits ».

APPELS À :

Procureur général :

Fiscal General de la República y jefe del Ministerio Público
Juan Luis Florido

8a. Avenida 10-67, Zona 1

Antiguo Edificio del Banco de los Trabajadores

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 2251 2218

Formule d'appel : *Estimado Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur :

Ministro de Gobernación

Carlos Vielman

6a. Avenida 4-64, Zona 4, nivel 3

Ciudad de Guatemala

Guatemala

Fax : +502 2362 0237

Courriers électroniques : gobernación@mingob.gob.gt

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation :

Ministro de Agricultura, Ganadería y Alimentación

Ingeniero industrial Álvaro Aguilar Prado

Edificio Monja Blanca

7a Avenida 12-90, Zona 13

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2332 8302

Courriers électroniques : magadest@inteln.net.gt

Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Association de cultivateurs

Comité de Unidad Campesina (CUC)

31 Avenida A 14-46, Zona 7

Ciudad de Plata II

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2434 9754 / 9500

Courriers électroniques : cuc@quate.net.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 AOÛT 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.